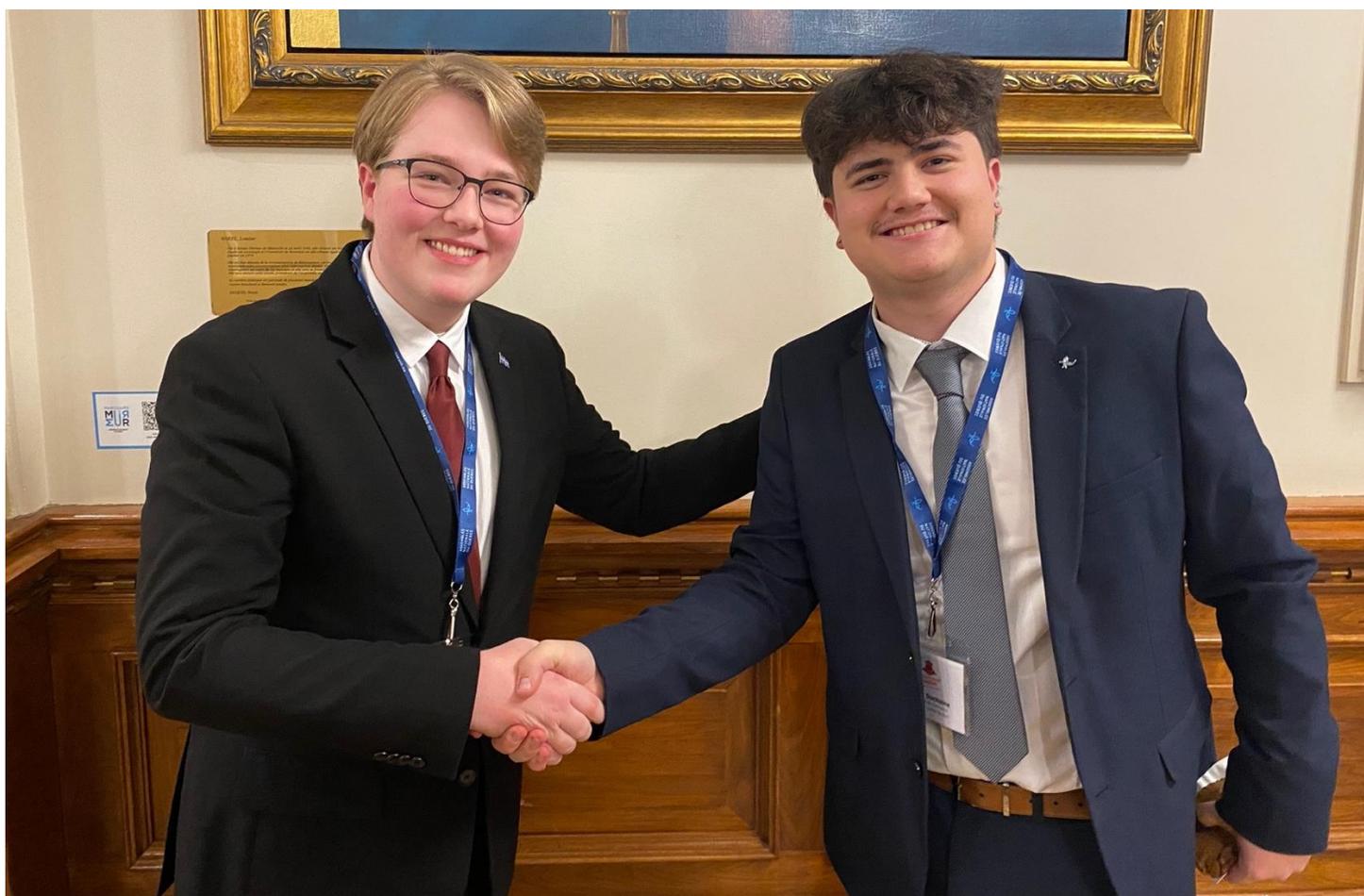




## Écho de la colline

# Le budget adopté *in extremis* grâce à l'appui de l'Union conservatrice du Québec

Date de publication :  
10/01/2025 15:28



Le ministre des Finances Samuel Blanchet sert la main du porte-parole en la matière à l'UCQ, Noah Duchaine (@Zachary Sanche)

**Zachary Sanche**

**Journaliste**

---

**Le budget 2025-2026 a été adopté vendredi grâce à un appui vital de l'Union conservatrice du Québec (UCQ) au gouvernement Lévesque en situation minoritaire. L'Alliance Progrès Québec (APQ) a pour sa part rejeté en bloc le document.**

C'est après avoir sévèrement critiqué les finances « désorganisées » et « farfelues » du gouvernement tout en reconnaissant ses bons coups que le porte-parole en matière de finances de l'UCQ, Noah Duchaine, s'est dit prêt à travailler avec l'Avenir libéral (AL). « Je tends ma main au gouvernement », affirme-t-il à la fin d'un discours particulièrement critique.

Les conservateurs soulignent que les projets de péages doivent se faire en partenariat avec le privé pour éviter le « fiasco » de SAAQClic. Sur le dossier de l'énergie, ils dénoncent les projets de nouveaux chantiers de barrages ou de parcs éoliens et présentent plutôt la réactivation de la centrale nucléaire Gentilly comme « vraie bonne stratégie en transition énergétique ».

L'APQ définit pour sa part l'idéologie libérale de « discours vide » sur les droits et libertés et de « ruse » pour éviter de parler d'inégalités socio-économiques. Elle dénonce ainsi un manque de redistribution des richesses à la faveur des plus riches.

Les progressistes veulent mettre sur la table une « taxe de responsabilité collective ». Cette dernière ajouterait une imposition sur les actifs et les héritages de plus d'un million de dollars. L'APQ a par ailleurs clos son discours en parlant de la précarité étudiante qui résulterait de l'augmentation des frais de scolarité au collégial.

La balance du pouvoir demeure fragile sur la Colline parlementaire. Aucun accord à long terme n'a fait l'objet d'entente entre les conservateurs et les libéraux, forçant ces derniers à négocier pour se garder au pouvoir.